

No. 43942

**France
and
Italy**

Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Italy concerning the processing of 235 tons of Italian spent nuclear fuel. Lucca, 24 November 2006

Entry into force: *24 January 2007, in accordance with section 10*

Authentic texts: *French and Italian*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 13 June 2007*

**France
et
Italie**

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne portant sur le traitement de 235 tonnes de combustibles nucléaires usés italiens. Lucques, 24 novembre 2006

Entrée en vigueur : *24 janvier 2007, conformément à la section 10*

Textes authentiques : *français et italien*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 13 juin 2007*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD
entre
le Gouvernement de la République française
et
le Gouvernement de la République italienne
portant sur
le traitement de 235 tonnes de combustibles nucléaires usés italiens

Le Gouvernement de la République française, représenté par Monsieur François LOOS, Ministre délégué à l'Industrie de la République française, d'une part,

et

Le Gouvernement de la République italienne, représenté par Monsieur Pier Luigi BERSANI, Ministre du Développement économique de la République italienne, d'autre part,

Considérant :

- L'accord de Gènes du 11 juin 2005 sur la coopération dans le domaine de l'énergie;
- L'appel d'offres pour le traitement des combustibles usés italiens lancé par la SOGIN, société de gestion des installations nucléaires, en mai 2005 et la remise du dossier d'offres par la Compagnie générale des matières nucléaires, ci-après dénommée AREVA NC, le 16 juillet 2005 proposant un traitement à l'usine de la Hague de ces combustibles;

- La lettre d'intention du 13 janvier 2006, souscrite par les membres de la commission de négociation contractuelle, représentants SOGIN et AREVA NC, par laquelle SOGIN annonce son intention de confier à AREVA NC le contrat de traitement de 235 tonnes de combustibles usés, répartis entre 220 tonnes de combustibles à l'oxyde d'uranium et 15 tonnes de combustibles MOX (oxydes mixtes d'uranium et de plutonium) et par laquelle la validité et l'exécution du contrat sont soumises à l'approbation préalable d'un Accord intergouvernemental entre les Autorités française et italienne compétentes;
- L'article L.542-2-1 du code de l'environnement issu de la loi n°2006-739 du 28 juin 2006 sur la gestion durable des matières et déchets radioactifs qui subordonne toute introduction en France de combustibles usés en provenance de l'étranger à la conclusion d'un Accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'Etat d'origine desdits combustibles;
- Que le même article prévoit que l'Accord précise « *les périodes prévisionnelles de réception et de traitement de ces substances* », « *que les déchets radioactifs issus après traitement de ces substances ne soient pas entreposés en France au-delà d'une date fixée par ces accords* » et « *s'il y a lieu, les perspectives d'utilisation ultérieures des matières radioactives séparées lors du traitement* »;

Sont convenus de ce qui suit :

- 1) Le présent Accord se réfère au traitement de 235 tonnes de combustibles usés italiens, telles que décrites dans la lettre d'intention du 13 janvier 2006 et pour lequel AREVA doit se voir attribuer un contrat de traitement. Il est pris sans préjudice de la réglementation relative à la sûreté nucléaire et à la radioprotection. Conformément à l'article L 542-2-1 du code de l'environnement français, l'entrée sur le territoire français des combustibles italiens est réalisée aux fins de traitement par AREVA NC, et il ne saurait donner lieu à un stockage définitif sur le territoire français.

- 2) Les livraisons de combustibles usés se feront à partir du 1^{er} janvier 2007 et avant le 31 décembre 2015, sous réserve, pour ce qui concerne les 15 tonnes de combustibles MOX, de l'obtention des autorisations additionnelles nécessaires à leur traitement au titre de la réglementation relative à la sûreté nucléaire.
- 3) Le traitement des combustibles usés est prévu dans une période de 6 ans suivant chaque livraison de combustibles usés à l'usine de La Hague, tout en respectant les termes définis au point 4 ci-dessous.
- 4) En exécution des obligations et engagements convenus au point 1 du présent Accord, les déchets radioactifs issus du traitement de ces combustibles seront retournés en Italie, qui s'engage à les réceptionner sous forme de colis de déchets conditionnés. Les deux Parties s'engagent à définir avant le 31 décembre 2015 le calendrier prévisionnel et avant le 31 décembre 2018 le calendrier définitif de leur retour, qui devra avoir lieu entre le 1^{er} janvier 2020 et le 31 décembre 2025.
- 5) Les gouvernements français et italien s'engagent à prendre toutes les dispositions nécessaires et relevant de leurs compétences pour permettre l'exécution du contrat mentionné au point 1.

Plus particulièrement :

- Le gouvernement français s'engage à prendre les dispositions nécessaires et relevant de sa compétence pour permettre une exécution du contrat selon les termes prévus au point 2;
- Le gouvernement italien s'engage à prendre les dispositions nécessaires et relevant de sa compétence pour mener, selon un calendrier communiqué au gouvernement français, le processus d'autorisation, de construction et de mise en exploitation d'un site de stockage ou d'entreposage apte à accueillir les déchets radioactifs que l'Italie s'engage par le présent Accord à recevoir entre le 1^{er} janvier 2020 et le 31 décembre 2025, et, le cas échéant, les matières valorisables

- visées au 7) ; l'Italie s'engage à informer annuellement le gouvernement français de l'avancement de ces activités;
- Le gouvernement italien s'engage à assurer le respect des délais prévus par le présent Accord, en ce qui concerne les procédures d'autorisations, permis et licences nécessaires pour l'expédition en Italie des déchets radioactifs dans un centre de stockage ou d'entreposage conforme aux règles de sûreté en vigueur.
- 6) Les transports des déchets radioactifs sur les territoires de la République française, de tout Etat de transit et de la République italienne, seront effectués en conformité avec les réglementations en vigueur.
 - 7) Les matières radioactives séparées lors du traitement (uranium et plutonium) seront mises à disposition de SOGIN. SOGIN et AREVA NC identifieront les modalités de réutilisation, totale ou partielle, des matières comme combustibles électronucléaires, directement ou indirectement en impliquant un tiers. Toute quantité de matières, que la partie française estimera sans perspective d'utilisation au 31 décembre 2021, sera mise à disposition de SOGIN en vue de son retour sur le territoire italien avant le 31 décembre 2025.
 - 8) La mise en œuvre de cet Accord, et notamment le respect du calendrier de réalisation du centre de stockage ou d'entreposage des déchets radioactifs en Italie, fera l'objet d'un suivi annuel par les ministres ou leurs représentants.
 - 9) Ne devront pas être considérés comme des cas de force majeure, pour les besoins du contrat de traitement, les décisions, actions, omissions ou restrictions d'une autorité gouvernementale tout autant que les conséquences pratiques et matérielles en résultant, qui seraient de nature à retarder ou faire obstacle aux obligations de retour des déchets radioactifs visés dans le présent Accord.

10) Le contrat de traitement conclu entre les sociétés AREVA NC et SOGIN est soumis aux stipulations du présent Accord.

Le présent Accord entrera en vigueur deux mois après sa signature.

Fait à Lucques le 24 novembre 2006,
en double exemplaire en langues
française et italienne, les deux textes
faisant également foi.

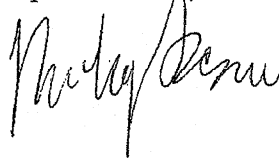
Pour le Gouvernement de la
République française,



Le Ministre délégué à l'Industrie
auprès du Ministre de l'Economie
des Finances et de l'Industrie

François LOOS

Pour le Gouvernement de la
République italienne,



Le Ministre du Développement
Economique

Pier Luigi BERSANI

[ITALIAN TEXT – TEXTE ITALIEN]

ACCORDO
tra
il Governo della Repubblica francese
e
il Governo della Repubblica italiana
in materia
di trattamento di 235 tonnellate di combustibili nucleari usati
italiani

Il Governo della Repubblica francese, rappresentato dall'On. François LOOS, Ministro delegato all'Industria della Repubblica francese, dall'altra parte,

e

Il Governo della Repubblica italiana, rappresentato dall'On. Pier Luigi BERSANI, Ministro dello Sviluppo Economico della Repubblica italiana, da una parte,

Considerato:

- L'accordo di Genova dell'11 giugno 2005 sulla cooperazione nel settore dell'energia;
- La gara d'appalto per il trattamento dei combustibili usati italiani lanciata dalla SOGIN, società di gestione degli impianti nucleari, nel maggio 2005, e la consegna del dossier delle offerte da parte della Compagnia generale delle materie nucleari, qui di seguito indicata come AREVA NC, il 16 luglio 2005, che propone un trattamento all'impianto di La Hague di tali combustibili;

- La lettera d'intenti del 13 gennaio 2006, sottoscritta dai membri della commissione per la trattativa contrattuale, in rappresentanza di SOGIN e AREVA NC, nella quale SOGIN annuncia la sua intenzione di affidare a AREVA NC il contratto del trattamento di 235 tonnellate di combustibili usati, ripartiti tra 220 tonnellate di combustibili all'ossido d'uranio e 15 tonnellate di combustibili MOX (ossidi misti di uranio e di plutonio) e per la quale la validità e l'esecuzione del contratto sono sottomesse all'approvazione preliminare di un Accordo intergovernativo fra le Autorità francese e italiana competenti;
- L'articolo L. 542-2-1 del codice dell'ambiente tratto dalla legge n°2006-739 del 28 giugno 2006 sulla gestione sostenibile delle materie e delle scorie radioattive, che subordina ogni introduzione in Francia di combustibili usati provenienti dall'estero alla conclusione di un Accordo tra il Governo della Repubblica francese e il Governo dello Stato di origine di tali combustibili;
- Che lo stesso articolo prevede che l'Accordo indichi *“i periodi prevedibili di ricezione e di trattamento di queste sostanze”, “che le scorie radioattive derivanti dal trattamento di queste sostanze non debbono rimanere in deposito in Francia, oltre la data stabilita da questi accordi” e “in caso di necessità, le prospettive ulteriori di utilizzo delle materie radioattive separate durante il trattamento”*;

Si conviene quanto segue :

- 1) Il presente Accordo si riferisce al trattamento di 235 tonnellate di combustibili usati italiani, come descritte nella lettera d'intenti del 13 gennaio 2006, e per il quale AREVA NC deve farsi attribuire un contratto di trattamento. Tale contratto di trattamento dovrà essere conforme alla regolamentazione sulla sicurezza nucleare e la radioprotezione. In conformità all'articolo L 542-2-1 del codice dell'ambiente francese, l'ingresso sul territorio francese dei combustibili italiani è realizzato al fine del trattamento da parte di AREVA NC, e non darà luogo allo stoccaggio definitivo sul territorio francese.

- 2) Le consegne dei combustibili usati inizieranno a partire dal 1 gennaio 2007 e prima del 31 dicembre 2015, sotto riserva, per quanto riguarda le 15 tonnellate di combustibili MOX, di ottenimento delle autorizzazioni supplementari necessarie al loro trattamento con riferimento alla regolamentazione relativa alla sicurezza nucleare.
- 3) Il trattamento dei combustibili usati è previsto durante un periodo di 6 anni a seguito di ogni consegna dei combustibili usati all'impianto di La Hague, sempre nel rispetto dei termini definiti nel punto 4 sotto indicato.
- 4) In esecuzione degli obblighi e degli impegni convenuti al punto 1 del presente Accordo, le scorie radioattive derivanti dal trattamento di questi combustibili, saranno riportate in Italia, che s'impegna a riceverli sotto forma di pacchi condizionati. Le due Parti s'impegnano a stabilire prima del 31 dicembre 2015 il calendario previsionale ed entro il 31 dicembre 2018 il calendario definito del loro rientro, che dovrà avere luogo tra il 1 gennaio 2020 e il 31 dicembre 2025.
- 5) I Governi francese e italiano s'impegnano a prendere tutte le misure necessarie e di loro competenza per permettere l'esecuzione del contratto indicato al punto 1.

In particolare :

- Il Governo francese s'impegna a prendere tutte le misure necessarie e di sua competenza per permettere l'esecuzione del contratto secondo i termini previsti nel punto 2;
- Il Governo italiano s'impegna a prendere tutte le misure necessarie e di sua competenza per attivare, secondo il calendario comunicato al Governo francese, il procedimento di autorizzazione, di costruzione e della messa in opera di un sito di stoccaggio o di deposito conforme ad accogliere le scorie radioattive che l'Italia si impegna, con il presente Accordo, a ricevere tra il 1 gennaio 2020 e il 31 dicembre 2025 e,

all'occorrenza, le materie valorizzabili indicate nel paragrafo 7) ; l'Italia si impegna a informare annualmente il Governo francese sull'avanzamento di queste attività;

Il Governo italiano s'impegna ad assicurare il rispetto dei termini stabiliti nel presente Accordo, in ciò che riguarda le procedure di autorizzazione, i permessi e le licenze necessarie per la spedizione in Italia delle scorie radioattive in un centro di stoccaggio o deposito conforme alle regole di sicurezza in vigore.

- 6) Il trasporto delle scorie radioattive sui territori della Repubblica francese, di tutti gli Stati di transito e della Repubblica italiana, sarà effettuato in conformità con la regolamentazione in vigore.
- 7) Le materie radioattive divise durante il trattamento (uranio e plutonio) saranno messe a disposizione di SOGIN. SOGIN e AREVA NC identificheranno le modalità per il riutilizzo, totale o parziale, delle materie come combustibili elettronucleari, direttamente o indirettamente con il coinvolgimento di un terzo soggetto. Qualsiasi quantità di materie che la Parte francese valuterà senza prospettiva di utilizzo al 31 dicembre 2021, sarà messa a disposizione di SOGIN in vista del suo ritorno sul territorio italiano prima del 31 dicembre 2025.
- 8) L'applicazione di questo Accordo, e in particolare il rispetto del calendario di realizzazione del centro di stoccaggio o di deposito delle scorie radioattive in Italia, sarà l'oggetto di un controllo annuale da parte dei Ministri competenti o di loro rappresentanti.
- 9) Non dovranno essere considerati come casi di forza maggiore, ai fini dell'attuazione del contratto di trattamento, le decisioni, le azioni, le omissioni o restrizioni di un'Autorità governativa come anche le conseguenze pratiche e materiali derivanti, che sarebbero idonee a ritardare o ad ostacolare le obbligazioni di ritorno delle scorie radioattive indicate nel presente Accordo.

- 10) Il contratto di trattamento concluso tra le società AREVA NC e SOGIN è sottoposto a quanto stipulato nel presente Accordo.

Il presente Accordo entrerà in vigore due mesi dopo la sua firma.

Redatto in due esemplari, in francese ed in italiano, le due versioni facenti fede, a Lucca il 24 novembre 2006

Per il Governo della
Repubblica francese,



Il Ministro delegato
all'Industria, presso il Ministro
dell'Economia, delle Finanze e
dell'Industria

Per il Governo della
Repubblica italiana,



Il Ministro dello
Sviluppo Economico

[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF ITALY CONCERNING THE PROCESSING OF 235 TONS OF ITALIAN SPENT NUCLEAR FUEL

The Government of the French Republic, represented by Mr. François Loos, Minister Delegate for Industry of the French Republic,

and

The Government of the Republic of the Italy, represented by Mr. Pier Luigi Bersani, Minister of Economic Development of the Republic of Italy,

Considering:

- The Genoa Agreement of 11 June 2005 on cooperation in the energy sector;
- The invitation to tender for the processing of Italian spent nuclear fuel issued by the nuclear facilities management enterprise SOGIN in May 2005 and the submission of tender documents by the General Company for Nuclear Materials, hereinafter referred to as AREVA NC, on 16 July 2005, proposing processing of this fuel at the La Hague plant;
- The letter of intent of 13 January 2006 signed by the members of the contractual negotiating commission, representatives of SOGIN and AREVA NC, wherein SOGIN expressed its intention to entrust to AREVA NC the contract for processing of 235 tons of spent fuel, comprising 220 tons of uranium oxide fuel and 15 tons of MOX fuel (mixed uranium and plutonium oxides), according to which the validity and execution of the contract are made subject to prior adoption of an intergovernmental agreement between the competent French and Italian authorities;
- Article L.542-2-1 of the Environmental Code enacted by Law No. 2006-739 of 28 June 2006 on the sustainable management of radioactive materials and wastes, which renders the introduction into France of all spent fuels from abroad dependent on the conclusion of an agreement between the Government of the French Republic and the Government of the State of origin of said fuels;
- That the same article provides that the agreement shall indicate “the estimated periods for receiving and processing these substances,” “that the radioactive wastes resulting from the processing of these substances shall not be stored in France beyond a date set by these agreements” and “prospects for subsequent use, if any, of the radioactive materials separated during processing”;

Have agreed as follows:

1) This Agreement pertains to the processing of 235 tons of Italian spent fuel, such as those described in the letter of intent of 13 January 2006 and for which AREVA is to be granted a processing contract. It is made without prejudice to the regulations concerning nuclear safety and protection against radiation. In accordance with article L 542-2-1 of the French Environmental Code, introduction of the Italian fuels into French territory

shall take place for purposes of processing by AREVA NC and may not give rise to permanent storage in French territory.

2) The deliveries of spent fuel shall take place from 1 January 2007 to 31 December 2015, subject, insofar as the 15 tons of MOX fuel are concerned, to the issuance of additional authorizations required for its processing in accordance with regulations on nuclear safety.

3) The processing of spent fuels is scheduled to take place over a period of six years following each delivery of spent fuel to the La Hague plant, while observing the terms set out in paragraph 4 below.

4) In the performance of the obligations and commitments assumed under paragraph 1 of this Agreement, the radioactive wastes resulting from the processing of these fuels shall be returned to Italy, which undertakes to receive them in the form of packages of processed waste. Their return shall take place between 1 January 2020 and 31 December 2025 and the Parties undertake to define the tentative timetable for their return before 31 December 2015 and the final timetable for their return before 31 December 2018.

5) The French and Italian Governments undertake to take all necessary measures within their competence to enable the execution of the contract referred to in paragraph 1. In particular:

- The French Government undertakes to take all necessary measures within its competence to enable the execution of the contract in accordance with the terms set out in paragraph 2.
- The Italian Government undertakes to take all necessary measures within its competence to carry out, according to a timetable communicated to the French Government, the process of authorization, construction and operation of a storage site suited to receive the radioactive wastes that Italy undertakes to receive, per this Agreement, between 1 January 2020 and 31 December 2025 and, as the case may be, the recoverable materials referred to in paragraph 7; Italy undertakes to annually inform the French Government of the progress of these activities.
- The Italian Government undertakes to ensure compliance with the time-limits specified in this Agreement in regard to procedures for authorizations, permits and licenses necessary for the transport of radioactive wastes to a storage site in Italy in accordance with the safety regulations in force.

6) The transport of the radioactive waste across the territory of the French Republic, any transit State and the Republic of Italy shall be carried out in accordance with regulations in force.

7) The radioactive materials separated during processing (uranium and plutonium) shall be placed at the disposal of SOGIN. SOGIN and AREVA NC shall identify the modalities for reuse, in whole or in part, of these materials as electronuclear fuel, directly, or indirectly involving a third party. Any quantity of materials which the French Party considers to have no prospect of use as of 31 December 2021 shall be placed at the disposal of SOGIN for return to Italian territory no later than 31 December 2025.

8) The implementation of this Agreement, particularly as regards the timetable for the construction of the radioactive waste storage centre in Italy, shall be examined annually by the Ministers or their representatives.

9) For purposes of the processing contract, the following shall not be considered cases of force majeure: decisions, actions, omissions or restrictions by a governmental authority, as well as practical and material consequences arising therefrom, which could delay or hamper the [meeting of the] obligation to return the radioactive wastes referred to in this Agreement.

10) The processing contract concluded between the enterprises AREVA NC and SOGIN shall be subject to the provisions of this Agreement.

This Agreement shall enter into force two months after its signature.

Done at Lucca on 24 November 2006, in two originals in French and Italian, both being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

FRANÇOIS LOOS
Minister Delegate for Industry,
Ministry of the Economy, Finance and Industry

For the Government of the Republic of Italy:

PIER LUIGI BERSANI
Minister of Economic Development